

tenue par Monsieur Blanchard, Juge des Référés

En présence de Monsieur Josserand, Greffier

10 heures 00

01)	DOSSIER N° 2606451	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	MESURES UTILES - Enjoindre les occupants et à tous autres occupants de leur chef de quitter les lieux - avec leurs effets personnels et y faire procéder d'office, au besoin avec le concours de la force publique, à leur frais	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	REGION BRETAGNE	SOCIETE D'AVOCATS MARTIN AVOCATS
Défendeur	Monsieur et Madame	

10 heures 15

01)	DOSSIER N° 2606454	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	demande de suspendre l'arrêté du 31 juillet 2026 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine lui a refusé sa demande de renouvellement de titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours avec une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée de deux ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître DAZIN MORGANE (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

10 heures 30

01)	DOSSIER N° 2606479	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demande de suspendre l'exécution de la décision implicite du 6 mars 2025 par laquelle le préfet d'Ille-et-Vilaine refuse le renouvellement de son certificat de résidence algérien portant la mention "étudiant"	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	CABINET XAVIER DISSOUBRAY (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

10 heures 45

01)	DOSSIER N° 2606475	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
-----	--------------------	--

Titre de l'affaire Demande de suspendre l'exécution de l'arrêté n° PA0561842600001 du 9 juin 2026 par lequel le maire de la commune de Questembert a refusé un permis d'aménager pour la création d'un lotissement sur un terrain situé rue du Maguero

Nom des parties

Demandeur	GAB IMMOBILIER
Défendeur	COMMUNE DE QUESTEMBERT PREFECTURE DE LA REGION BRETAGNE

Représentants des parties

SOCIETE D'AVOCATS THOME HEITZMANN (Cour)
SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP
Jean-Christophe Boursin

Arrêté le 01/09/2026

Le président du tribunal